

# Le chef de l'État condamne " le cynisme" de Ford

[A LA UNE SUD OUEST ÉCO](#)

Publié le 01/03/2019 à 9h44 par [SudOuest.fr](#) avec Afp.

"L'État s'est battu", a assuré le président de la République, "compte tenu des efforts mobilisés, s'il y avait eu un autre repreneur, je pense véritablement qu'on l'aurait eu"

*LAURENT THEILLET*

**Emmanuel Macron répondait à l'épouse d'un salarié de l'usine Ford de Blanquefort, lors du débat dont il était l'invité surprise, jeudi soir à Pessac.**

"Il y a eu beaucoup de cynisme de l'entreprise Ford que je condamne, et on a fait le maximum", a déclaré jeudi soir Emmanuel Macron lors d'un débat à Pessac, à propos [de l'usine de Blanquefort dont la dernière offre de reprise a été refusée.](#)

"L'État s'est battu", a assuré le président de la République, "compte tenu des efforts mobilisés, **s'il y avait eu un autre repreneur, je pense véritablement qu'on l'aurait eu**". "Ceux qui sont aujourd'hui licenciés vont toucher l'indemnisation, de l'argent en plus qu'on impose à l'entreprise Ford, en particulier en raison de l'ancienneté", a-t-il ajouté.

## "On va mettre en place un dispositif d'accompagnement"

Le chef de l'État répondait à l'épouse d'un salarié de l'usine, qui l'avait interpellé sur sa situation lors d'un débat dont Emmanuel Macron était l'invité surprise, à Pessac, dans la périphérie de Bordeaux.

"Ce qu'on va mettre en place, j'en prends l'engagement, c'est un dispositif de suivi et d'accompagnement (...): **on va mettre en place un système pour qu'il y ait un accompagnement individualisé de tous les anciens salariés Ford**", a encore précisé le président de la République, en évoquant "une lutte terrible" et des "organisations syndicales (qui) ont fait un énorme travail".

Le gouvernement a entériné lundi la fermeture l'été prochain de cette usine Ford qui emploie plus de 800 personnes près de Bordeaux, après [le rejet par le constructeur de la nouvelle offre du strasbourgeois Punch Powerglide.](#)

Alain Juppé, encore maire de Bordeaux quelques jours avant son départ pour le Conseil constitutionnel, a pour sa part demandé à l'État "d'exiger de Ford de prendre enfin ses responsabilités pour financer un vrai plan de revitalisation du site".